

Bijlage 2**Bijlage XXXVI bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning**

Informatie met betrekking tot de brandstofverdeelinstallaties bestemd voor de bevoorrading van motorvoertuigen met gasvormige alternatieve brandstof, bedoeld in rubriek 50.50.04.01.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Als de capaciteit van de opslag van vloeibaar aardgas in de buffertank(s), uitgedrukt in m³ water, hoger is dan vijf m³, laat de exploitant zijn vergunningsaanvraag vergezeld gaan van een risicoanalyse waarin minimum de volgende gegevens opgenomen worden :

1° een identificatie en een karakterisering van de potentiële gevaren, met name :

a) de aanwezigheid van stoffen die een ontploffing zouden kunnen veroorzaken;

b) de werking van de mogelijk gevaarlijke installaties;

c) de identificatie van de natuurlijke of elektrische risico's;

2° een uitvoerige analyse van de risico's met, voor elk verschijnsel, de gegevens betreffende de kans dat het zich voordoet, de ernst en de kinetica ervan alsook de afstanden van daarmee gepaarde effecten (overdruk en thermische radiatie) ;

3° een cartografie van de effectgebieden ;

4° een omschrijving van de preventie- en beschermingsmaatregelen m.b.t. de risico's.

Gezien om te worden gevoegd bij besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de brandstofverdeelinstallaties voor de bevoorrading van motorvoertuigen met gasvormige alternatieve brandstof, wanneer het gaat om vloeibaar aardgas en tot wijziging van verschillende besluiten van de Waalse Regering betreffende de milieuvergunning.

Namen, 13 december 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/200725]

7 FEVRIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon portant diverses mesures d'exécution du Code wallon du Bien-être animal

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20 ;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les articles D.140, § 1^{er}, et D.149bis, § 2, alinéa 2, et § 3, inséré par le décret du 4 octobre 2018 ;

Vu le Code wallon du Bien-être animal, les articles D.15, § 1^{er}, alinéa 2, et § 3, D.20, § 2, D.23, alinéa 2, D.24, alinéas 1^{er} et 2, 1^o, D.30, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, D.49, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, et § 2, alinéa 2, D.51 et D.98, alinéas 2 et 3 ;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement - partie réglementaire ;

Vu l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux ;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} mars 2013 relatif au bien-être des chevaux et des poneys pendant les kermesses ;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 2014 relatif à l'identification et l'enregistrement des chiens ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 février 2015 réglant la composition et le fonctionnement du Conseil wallon du bien-être des animaux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 avril 2016 déterminant les modalités liées à la saisie administrative mentionnée à l'article 42 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à l'identification et l'enregistrement des chats ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2017 fixant les règles en matière de publicité visant la commercialisation d'espèces animales ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2018 fixant la liste des mammifères qui peuvent être détenus ;

Vu le rapport du 10 décembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 21 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre du Bien-être animal ;
Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modification de l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux*

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}bis de l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 7^o est remplacé par ce qui suit :

« 7^o Service : la Direction de la Qualité et du Bien-être animal du Département du Développement, de la Ruralité et des Cours d'eau et du Bien-être animal de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie ou, selon le cas, l'Unité du Bien-être animal de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie ; » ;

b) le 8^o est remplacé par ce qui suit :

« 8^o Code : le Code wallon du Bien-être animal ; ».

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 18 mars 2009 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « à l'article 5, § 1^{er}, de la loi » sont remplacés par les mots « à l'article D.28, § 1^{er}, du Code » ;

2^o dans le paragraphe 5/1, les mots « service d'inspection bien-être animal » sont remplacés par le mot « Service » ;

3^o dans le paragraphe 6, les mots « la loi » sont à chaque fois remplacés par les mots « le Code » ;

4^o dans le paragraphe 7/2, les mots « pour ce qui concerne les élevages occasionnels » sont insérés entre les mots « paragraphes 6, 7 et 7/1, » et les mots « le Service » ;

5^o dans le paragraphe 8, les mots « la loi » sont remplacés par les mots « le Code » ;

6^o dans le paragraphe 9, les mots « de l'article 34, § 2, de la loi » sont remplacés par les mots « de l'article D.140 du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement » ;

7^o dans le paragraphe 9, les mots « conditions fixées par la loi » sont remplacés par les mots « conditions fixées par le Code ».

Art. 3. Dans l'article 3 du même arrêté, les mots « à l'article 5 de la loi » sont remplacés par les mots « à l'article D.28 du Code, à l'exception de l'agrément pour une pension concernant des animaux autres que des chiens et des chats ».

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté royal du 1^{er} mars 2013 relatif au bien-être des chevaux et des poneys pendant les kermesses*

Art. 4. Dans l'arrêté royal du 1^{er} mars 2013 relatif au bien-être des chevaux et des poneys pendant les kermesses, il est inséré un chapitre IV/1, comportant un article 22/1, rédigé comme suit :

« CHAPITRE IV/1. — Enregistrement des hippodromes

Art. 22/1. § 1^{er}. Pour autant que l'établissement ait été en activité en Région wallonne antérieurement au 1^{er} janvier 2019, chaque responsable peut faire enregistrer son hippodrome.

La demande d'enregistrement est introduite, pour le 1^{er} mai 2019 au plus tard, par le responsable d'hippodrome auprès de la Direction de la Qualité et du Bien-être animal du Département du Développement, de la Ruralité et des Cours d'eau et du Bien-être animal de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie au moyen du formulaire, dûment rempli, dont le modèle est repris en annexe 1^{re}. Le formulaire est accessible sur le Portail Bien-être animal du Service public de Wallonie.

Le demandeur joint au formulaire visé à l'alinéa 1^{er} une preuve que l'hippodrome était en activité en Région wallonne antérieurement au 1^{er} janvier 2019.

§ 2. Dans les dix jours de la réception de la demande d'enregistrement, la Direction visée au paragraphe 1^{er} vérifie si la demande est complète et, s'il échet, informe le demandeur des éléments manquants.

Lorsque le dossier est complet, la Direction visée au paragraphe 1^{er} notifie au responsable d'hippodrome, dans les 30 jours, soit :

1^o un numéro d'enregistrement lorsque le présent article est respecté ;

2^o un refus motivé d'enregistrement. ”.

Art. 5. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 1^{re} qui est jointe en annexe 1^{re} au présent arrêté.

CHAPITRE III. — *Modification de l'arrêté royal du 25 avril 2014 relatif à l'identification et l'enregistrement des chiens*

Art. 6. A l'article 31 de l'arrêté royal du 25 avril 2014 relatif à l'identification et l'enregistrement des chiens, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « à l'article 9, § 1^{er}, de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux » sont remplacés par les mots ” à l'article D.12 du Code wallon du Bien-être animal » ;

b) les mots « à l'article 9, § 2, de la même loi » sont remplacés par les mots « à l'article D.12, § 3, du même Code ».

Art. 7. A l'article 38 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1^o, b), les mots « de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux » sont remplacés par les mots ” du Code wallon du Bien-être animal et du livre 1^{er} du Code de l'Environnement » ;

b) au 2^o, b), les mots « de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux » sont remplacés par les mots ” du Code wallon du Bien-être animal et du livre 1^{er} du Code de l'Environnement ».

Art. 8. Dans l'article 41 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2015, la phrase « Ces cotisations sont payées au moment de la commande de certificats d'identification et de fiches "remplacement du passeport" et sont à la charge du propriétaire ou du responsable du chien. » est abrogée.

Art. 9. Dans l'article 42/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2015, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le Ministre fixe le montant des cotisations forfaitaires visées à l'article 41, et détermine les modalités d'application et de perception de la contribution de lutte contre les abandons, visée à l'article D.15, § 2, du Code wallon du Bien-être animal. ».

CHAPITRE IV. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 février 2015 réglant la composition et le fonctionnement du Conseil wallon du bien-être des animaux*

Art. 10. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 février 2015 réglant la composition et le fonctionnement du Conseil wallon du bien-être des animaux, le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o "Service" : La Direction de la Qualité et du Bien-être animal du Département du Développement, de la Ruralité et des Cours d'eau et du Bien-être animal de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie. ».

Art. 11. L'article 5, § 3, du même arrêté est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Le Service assure le secrétariat du Conseil. ».

CHAPITRE V. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 avril 2016 déterminant les modalités liées à la saisie administrative mentionnée à l'article 42 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux*

Art. 12. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 avril 2016 déterminant les modalités liées à la saisie administrative mentionnée à l'article 42 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la saisie administrative d'animaux ».

Art. 13. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1^o, les mots « sur la base de l'article 42 de la loi du 14 août 1986 sont remplacés par les mots « sur la base de l'article D.149bis du Code de l'Environnement » ;

b) le 2^o est abrogé;

c) au 3^o, les mots « visé à l'article 42, § 1^{er}, de la loi, » sont remplacés par les mots « visé à l'article D.149bis, § 1^{er}, du Code de l'Environnement ».

Art. 14. Dans l'article 6/1, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018, les mots « visé à l'article 42, § 5, de la loi » sont remplacés par les mots « visé à l'article D.149bis, § 5, du Code de l'Environnement ».

Art. 15. Dans l'article 6/2, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « visé à l'article 42, § 2, de la loi » sont à chaque fois remplacés par les mots « visé à l'article D.149bis, § 2, du Code de l'Environnement » ;

2^o il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. En l'absence de décision visée au paragraphe 2, le Ministre ou le Bourgmestre notifie, au responsable de l'animal, la levée de la saisie et la possibilité de prendre possession de l'animal à l'adresse où il est hébergé.

Sauf preuve contraire, la notification est présumée avoir été effectuée à l'issue d'un délai de 5 jours à dater de la date de levée automatique de saisie prévue à l'article 149bis, § 5, du Code de l'Environnement. ».

CHAPITRE VI. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à l'identification et l'enregistrement des chats*

Art. 16. Dans l'article 17, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2016 relatif à l'identification et l'enregistrement des chats, les mots « à l'article 9, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux » sont remplacés par les mots « à l'article D.12, § 3, du Code wallon du Bien-être animal ».

Art. 17. Dans l'article 19, alinéa 1^{er}, 2^o, du même arrêté, les mots « de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux » sont remplacés par les mots « du Code wallon du Bien-être animal ».

Art. 18. L'article 22 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22. Le Ministre fixe le montant des cotisations forfaitaires qui financent la gestion de la base de données, et détermine les modalités d'application et de perception de la contribution de lutte contre les abandons, visée à l'article D.15, § 2, du Code wallon du Bien-être animal. ».

CHAPITRE VII. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2017 fixant les règles en matière de publicité visant la commercialisation d'espèces animales*

Art. 19. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2017 fixant les règles en matière de publicité visant la commercialisation d'espèces animales, les mots « la commercialisation » sont remplacés par les mots « la commercialisation ou le don ».

Art. 20. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o le Service : la Direction de la Qualité et du Bien-être animal du Département du Développement, de la Ruralité et des Cours d'eau et du Bien-être animal de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie; » ;

b) le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o le Code : le Code wallon du Bien-être animal ; » ;

c) le 6^o est abrogé.

Art. 21. Dans l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots « publiée sur un site internet spécialisé ou dans une revue spécialisée, » sont abrogés;

2^o les mots « la commercialisation » sont à chaque fois remplacés par les mots « la commercialisation ou le don ».

Art. 22. A l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « l'article 11bis, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 14 août 1986 » sont remplacés par les mots « l'article D.49, § 1^{er}, 1^o, du Code » ;

b) à l'alinéa 2, 4^o, les mots « de la loi du 14 août 1986 » sont remplacés par les mots « du Code »;

c) à l'alinéa 3, 1^o, les mots « d'un modèle de publication existante ou projetée » sont remplacés par les mots « d'un modèle de publicité projetée; » ;

d) à l'alinéa 3, 2^o, les mots « de la loi du 14 août 1986 » sont remplacés par les mots « du Code ».

Art. 23. Dans l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « dans la loi du 14 août 1986 » sont remplacés par les mots « dans le Code ».

Art. 24. Dans l'article 5, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « la loi du 14 août 1986 » sont remplacés par les mots « le Code ».

Art. 25. Dans l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots « reprises dans la revue ou sur le site internet » sont remplacés par le mot « autorisées » ;

2^o dans l'alinéa 2, les mots « la commercialisation d'animaux destinés à des fins de production » sont remplacés par les mots « la commercialisation ou le don d'animaux destinés à des fins de production agricole ».

Art. 26. L'article 9 du même arrêté est abrogé.

Art. 27. L'article 10 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. A partir du 1^{er} juin 2017, en application de l'article D.49, § 2, alinéa 2, du Code, une association autre qu'un refuge est autorisée, suivant les modalités fixées dans une convention conclue avec un refuge, à publier, via les moyens de communication du refuge, des annonces visant à chercher un adoptant pour un animal dont le propriétaire souhaite en faire la cession à titre gratuit.

Le Ministre qui a le bien-être des animaux dans ses attributions peut prévoir un contenu minimal pour la convention. ».

CHAPITRE VIII. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2018 fixant la liste des mammifères qui peuvent être détenus*

Art. 28. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2018 fixant la liste des mammifères qui peuvent être détenus, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o le Code : le Code wallon du Bien-être animal ; » ;

b) le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o le Service : la Direction de la Qualité et du Bien-être animal du Département du Développement, de la Ruralité et des Cours d'eau et du Bien-être animal de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie; »;

c) dans le 4^o, les mots « conformément à l'arrêté royal du 10 août 1998 relatif à l'agrément des parcs zoologiques ; » sont remplacés par les mots « conformément au Code et à ses arrêtés d'exécution ; » ;

d) dans le 5^o, les mots « conformément à l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux. » sont remplacés par les mots « conformément au Code et à ses arrêtés d'exécution ; ».

Art. 29. L'article 2, du même arrêté, est abrogé.

Art. 30. Dans l'article 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « 3bis, § 1^{er}, de la loi du 14 août 1986 » sont remplacés par les mots « D.20, § 1^{er}, du Code ».

Art. 31. Dans l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « Tout particulier visé à l'article 3bis, § 2, 3^o, alinéa 1^{er}, a), de la loi du 14 août 1986 » sont remplacés par les mots « Tout particulier spécialisé visé à l'article D.20, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, a), du Code ».

Art. 32. Dans l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « Tout particulier visé à l'article 3bis, § 2, 3^o, alinéa 1^{er}, b), de la loi du 14 août 1986 » sont remplacés par les mots « Tout particulier spécialisé visés à l'article D.20, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, a), du Code ;

b) au paragraphe 3, les mots « à la loi du 14 août 1986 » sont remplacés par les mots « au Code et à ses arrêtés d'exécution ».

Art. 33. A l'article 9 du même arrêté, les mots « à la loi du 14 août 1986 » sont remplacés par les mots « au Code et à ses arrêtés d'exécution ».

CHAPITRE IX. — *Modification du Livre I^{er} du Code de l'Environnement - partie réglementaire*

Art. 34. A l'article R.87 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, modifié par l'arrêté du 5 février 2015, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 17^o est remplacé par ce qui suit :

« 17^o le Code wallon du Bien-être animal ; ».

b) il est inséré un 18^o rédigé comme suit :

« 18^o les arrêtés d'exécution des lois et décrets visés aux 1^o à 10^o, 12^o, 14^o, 15^o, 16^o et 17^o dans la mesure où les matières qu'ils régissent relèvent de la compétence de la Région ».

Art. 35. Dans le même Livre, l'article R.93ter, modifié par l'arrêté du 23 juin 2016, est remplacé par ce qui suit :

« R.93ter. Les agents de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement appartenant à la Direction de la Qualité et du Bien-être animal du Département du Développement, de la Ruralité et des Cours d'eau et du Bien-être animal sont chargés de rechercher et de constater les infractions :

1^o à la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, ainsi qu'à ses arrêtés d'exécution ;

2^o au Code wallon du bien-être animal, ainsi qu'à ses arrêtés d'exécution ;

3^o aux règlements et décisions européens en matière de protection et de bien-être des animaux ;

4^o aux articles D.396, 1^o et 2^o, D.397 et D.398 du Code wallon de l'Agriculture. ».

CHAPITRE X. — *Entrée en vigueur*

Art. 36. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2019.

Art. 37. Le Ministre du Bien-être animal est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 février 2019.

Pour le Gouvernement,
Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Annexe

Annexe à l'arrêté royal du 1^{er} mars 2013 relatif au
bien-être des chevaux et des poneys pendant les kermesses
Annexe. Formulaire d'enregistrement des hippodromes de kermesse

Direction de la Qualité et du Bien-être animal
Chaussée de Louvain n° 14
5000 Namur

1. Cadre réservé à l'Administration :

Formulaire complet reçu le :	
Date et numéro d'enregistrement :	

2. Nom, adresse et numéro de téléphone du responsable d'hippodrome :

--

3. Nom, adresse et numéro de téléphone du vétérinaire :

--

4. Informations relatives à l'hippodrome :

Nombre d'équidés détenus à la date du présent formulaire :
Hippodrome actif en Wallonie : Oui, depuis le (jj/mm/aaaa)
Foires/fêtes programmées ou envisagées d'ici le 31 décembre 2022 :

5. Commentaires éventuels :

--

Je soussigné, responsable de l'hippodrome de kermesse, déclare que les données mentionnées ci-dessus sont exactes.

Le/...../..... à

Signature du responsable :

Le demandeur joint à son formulaire d'enregistrement une preuve que l'hippodrome était en activité en Région wallonne antérieurement au 1^{er} janvier 2019.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 février 2019 portant diverses mesures d'exécution du Code wallon du Bien-être animal.

Namur, le 7 février 2019.

Pour le Gouvernement,
Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/200725]

7. FEBRUAR 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung verschiedener Maßnahmen zur Ausführung des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.140 § 1 und D.149bis § 2 Absatz 2 und § 3, eingefügt durch das Dekret vom 4. Oktober 2018;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz, Artikel D.15 § 1 Absatz 2 und § 3, Artikel D.20 § 2, Artikel D.23 Absatz 2, Artikel D.24 Absätze 1 und 2 Ziffer 1, Artikel D.30 § 1 Absatz 1, Artikel D.49 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 und § 2 Absatz 2, Artikel D.51 und Artikel D.98 Absätze 2 und 3;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. März 2013 über das Wohlbefinden von Pferden und Ponys auf Kirmessen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 25. April 2014 über die Identifizierung und Registrierung von Hunden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Februar 2015 zur Regelung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des Wallonischen Rates für das Wohlbefinden der Tiere;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. April 2016 zur Bestimmung der Modalitäten für die in Artikel 42 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere erwähnte administrative Beschlagnahme;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Kennzeichnung und Registrierung der Katzen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. März 2017 zur Festlegung der Vorschriften über die Werbung zur Vermarktung von Tierarten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2018 zur Festlegung der Liste der Säugetiere, die gehalten werden dürfen;

Aufgrund des Berichts vom 10. Dezember 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 21. Dezember 2018 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der fehlenden Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund Artikel 84 § 4, Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Tierschutz;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Abänderung des Königlichen Erlasses vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren

Artikel 1 - In Artikel 1bis des Königlichen Erlasses vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 7 wird durch Folgendes ersetzt:

„7° Dienst: je nach Fall die Direktion der Qualität und des Tierschutzes der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder die Tierschutzeinheit der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;“;

b) Ziffer 8 wird durch Folgendes ersetzt:

„8° Gesetzbuch: das Wallonische Gesetzbuch über den Tierschutz;“.

Art. 2 - In Artikel 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 18. März 2009 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 2017, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter „in Artikel 5 § 1 des Gesetzes“ durch die Wörter „in Artikel D.28 § 1 des Gesetzbuches“ ersetzt;

2° in Paragraph 5/1 werden die Wörter „Inspektionsdienst Wohlbefinden der Tiere“ durch das Wort „Dienst“ ersetzt;

3° in Paragraph 6 werden das Wort „Gesetz“ jeweils durch das Wort „Gesetzbuch“ ersetzt.

4° in Paragraph 7/2 werden die Wörter „und für was die gelegentlichen Zuchtstätten betrifft,“ zwischen die Wörter „Paragraphen 6, 7 und 7/1“ und die Wörter „erteilt der Dienst“ eingefügt;

5° in Paragraph 8 werden das Wort „Gesetz“ jeweils durch das Wort „Gesetzbuch“ ersetzt;

6° in Paragraph 9 werden die Wörter „Artikel 34 § 2 des Gesetzes“ durch die Wörter „Artikel D.140 von Buch I des Umweltgesetzbuches“ ersetzt;

7° in Paragraph 9 werden die Wörter „durch das Gesetz“ durch die Wörter „durch das Gesetzbuch“ ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 3 desselben Erlasses werden die Wörter "in Artikel 5 des Gesetzes" durch die Wörter "in Artikel D.28 des Gesetzbuches, mit Ausnahme der Zulassung für eine Tierpension, die nicht für Hunde und Katzen bestimmt ist," ersetzt.

*KAPITEL II — Abänderung des Königlichen Erlasses
vom 1. März 2013 über das Wohlbefinden von Pferden und Ponys auf Kirmessen*

Art. 4 - In den Königlichen Erlass vom 1. März 2013 über das Wohlbefinden von Pferden und Ponys auf Kirmessen wird ein Kapitel IV/1 mit einem Artikel 22/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"KAPITEL IV/1 - Registrierung der Reitbahnen

Art. 22/1 - § 1. Unter der Voraussetzung, dass der Betrieb in der Wallonischen Region bereits vor dem 1. Januar 2019 tätig war, kann jeder Verantwortliche seine Reitbahn registrieren lassen.

Der Verantwortliche der Reitbahn reicht den Antrag auf Registrierung mittels des ordnungsgemäß ausgefüllten Formulars nach Anhang 1 spätestens zum 1. Mai 2019 bei der Direktion der Qualität und des Tierschutzes der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie ein. Das Formular ist auf dem Internetportal für den Tierschutz des Öffentlichen Dienstes der Wallonie verfügbar.

Dem in Absatz 1 genannten Formular fügt der Antragsteller einen Beleg bei, durch den nachgewiesen wird, dass die Reitbahn bereits vor dem 1. Januar 2019 in der Wallonie in Betrieb war.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannte Direktion prüft binnen zehn Tagen nach Eingang des Registrierungsantrags, ob der Antrag vollständig ist; gegebenenfalls informiert sie den Antragsteller über die fehlenden Angaben.

Wenn die Akte vollständig ist, übermittelt die in Paragraph 1 genannte Direktion dem Verantwortlichen der Reitbahn binnen 30 Tagen mittels einer Notifizierung,

- 1° entweder eine Registrierungsnummer, wenn der vorliegende Artikel eingehalten wird;
- 2° oder eine begründete Ablehnung der Registrierung."

Art. 5 - In denselben Erlass wird eine Anlage 1 eingefügt, die dem vorliegenden Erlass als Anhang 1 beigefügt wird.

*KAPITEL III — Abänderung des Königlichen Erlasses
vom 25. April 2014 über die Identifizierung und Registrierung von Hunden*

Art. 6 - Artikel 31 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2014 über die Identifizierung und Registrierung von Hunden wird wie folgt abgeändert:

- a) die Wörter "Artikel 9 § 1 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere" werden durch die Wörter "Artikel D.12 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz" ersetzt.
- b) die Wörter "Artikel 9 § 2 desselben Gesetzes" werden durch die Wörter "Artikel D.12 § 3 desselben Gesetzbuches" ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 38 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

- a) in Ziffer 1 Buchstabe b werden die Wörter "des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere" durch die Wörter "des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz und des Buches I des Umweltgesetzbuches" ersetzt;
- b) in Ziffer 2 Buchstabe b werden die Wörter "des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere" durch die Wörter "des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz und des Buches I des Umweltgesetzbuches" ersetzt.

Art. 8 - In Artikel 41 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2015, wird der Satz "Diese Beiträge werden im Rahmen der Anforderung von Identifizierungsbescheinigungen und von Karten "Ersatz des Ausweises" gezahlt und gehen zu Lasten des Besitzers oder des Halters des Hundes." gestrichen.

Art. 9 - In Artikel 42/1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2015, wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Der Minister legt den Betrag der pauschalen Beiträge im Sinne von Artikel 41 fest, und bestimmt die Modalitäten für die Anwendung und Erhebung der Abgabe zur Bekämpfung der Aussetzungen von Tieren im Sinne von Artikel D.15 § 2 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz."

*KAPITEL IV — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Februar 2015
zur Regelung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des Wallonischen Rates für das Wohlbefinden der Tiere*

Art. 10 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Februar 2015 zur Regelung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des Wallonischen Rates für das Wohlbefinden der Tiere wird Ziffer 3 durch Folgendes ersetzt:

"3° Dienststelle: die Direktion der Qualität und des Tierschutzes der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie."

Art. 11 - Artikel 5 § 3 desselben Erlasses wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Dienststelle gewährleistet die Sekretariatsführung des Rates."

KAPITEL V — *Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. April 2016 zur Bestimmung der Modalitäten für die in Artikel 42 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere erwähnte administrative Beschlagnahme*

Art. 12 - Die Überschrift des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. April 2016 zur Bestimmung der Modalitäten für die in Artikel 42 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere erwähnte administrative Beschlagnahme wird durch folgende Überschrift ersetzt:

“Erlass der Wallonischen Regierung über die administrative Beschlagnahme von Tieren”

Art. 13 - In Artikel 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2018, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Ziffer 1 werden die Wörter “auf der Grundlage von Artikel 42 des Gesetzes vom 14. August 1986” durch die Wörter “auf der Grundlage von Artikel D.149bis des Umweltgesetzbuches” ersetzt;

b) Ziffer 2° wird aufgehoben;

c) in Ziffer 3 werden die Wörter “in Artikel 42 § 1 des Gesetzes” durch die Wörter “in Artikel D.149bis § 1 des Umweltgesetzbuches” ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 6/1 Absatz 2 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2018, werden die Wörter “Artikel 42 § 5 des Gesetzes” durch die Wörter “Artikel D.149bis § 5 des Umweltgesetzbuches” ersetzt.

Art. 15 - In Artikel 6/2 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2018, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wörter “Artikel 42 § 2 des Gesetzes” werden durch die Wörter “Artikel D.149bis § 2 des Umweltgesetzbuches” ersetzt.

2° es wird ein Paragraph 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“§ 3. Wenn keine Beschlagnahmeentscheidung nach Paragraph 2 vorliegt, teilt der Minister oder der Bürgermeister der für das Tier verantwortlichen Person die Aufhebung der Beschlagnahme und die Möglichkeit, das Tier an dessen Aufenthaltsort in Besitz zu nehmen, mittels einer Notifizierung mit.

Außer bei Beweis des Gegenteils gilt, dass die Notifizierung am Ablauf einer fünftägigen Frist ab dem Datum der automatischen Aufhebung der Beschlagnahme nach Artikel 149bis § 5 des Umweltgesetzbuches stattgefunden hat.”.

KAPITEL VI — *Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Kennzeichnung und Registrierung der Katzen*

Art. 16 - In Artikel 17 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Kennzeichnung und Registrierung der Katzen werden die Wörter “Artikel 9 § 2 Absatz 1 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere” durch die Wörter “Artikel D.12 § 3 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz” ersetzt.

Art. 17 - In Art. 19 Absatz 1 Ziffer 2 desselben Erlasses werden die Wörter “des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere” durch die Wörter “des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz” ersetzt.

Art. 18 - Artikel 22 desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

“Art. 22 - Der Minister legt den Betrag der pauschalen Beiträge fest, die die Führung der Datenbank finanzieren, und bestimmt die Modalitäten für die Anwendung und Erhebung der Abgabe zur Bekämpfung der Aussetzungen von Tieren im Sinne von Artikel D.15 § 2 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz.”.

KAPITEL VII — *Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. März 2017 zur Festlegung der Vorschriften über die Werbung zur Vermarktung von Tierarten*

Art. 19 - In der Überschrift des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. März 2017 zur Festlegung der Vorschriften über die Werbung zur Vermarktung von Tierarten werden die Wörter “zur Vermarktung” durch die Wörter “zur Vermarktung oder Verschenkung” ersetzt.

Art. 20 - Artikel 1 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 1 wird durch Folgendes ersetzt:

“1° Dienststelle: die Direktion der Qualität und des Tierschutzes der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;”;

b) Ziffer 2 wird durch Folgendes ersetzt:

“2° Gesetzbuch: das Wallonische Gesetzbuch über den Tierschutz;”;

c) Ziffer 6 wird aufgehoben.

Art. 21 - Artikel 2 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Wörter “auf einer spezialisierten Website oder in einer Fachzeitschrift veröffentlichtes” gestrichen;

2° die Wörter “Vermarktung” werden jedes Mal durch die Wörter “Vermarktung oder Verschenkung” ersetzt.

Art. 22 - In Artikel 3 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 werden die Wörter “Artikel 11bis § 1 Ziffer 1 des Gesetzes vom 14. August 1986” durch die Wörter “Artikel D.49 § 1 Ziffer 1 des Gesetzbuches” ersetzt;

b) in Absatz 2 Ziffer 4 werden die Wörter “ des Gesetzes vom 14. August 1986” durch die Wörter “des Gesetzbuches” ersetzt;

c) in Absatz 3 Ziffer 1 werden die Wörter “Muster der bestehenden oder geplanten Veröffentlichung” durch die Wörter “Muster der geplanten Veröffentlichung” ersetzt;

d) in Absatz 3 Ziffer 2 werden die Wörter “ des Gesetzes vom 14. August 1986” durch die Wörter “des Gesetzbuches” ersetzt.

Art. 23 - In Artikel 4 § 1 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "Gesetz vom 14. August 1986" durch "Gesetzbuch" ersetzt.

Art. 24 - In Artikel 5 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "Gesetz vom 14. August 1986" durch "Gesetzbuch" ersetzt.

Art. 25 - Artikel 8 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "in der Zeitschrift oder auf der Website veröffentlichten" durch die Wörter "genehmigten" ersetzt;

2° in Absatz 2 werden die Wörter "Vermarktung von Tieren zu Produktionszwecken" durch die Wörter "Vermarktung oder Versenkung von Tieren zu landwirtschaftlichen Produktionszwecken" ersetzt.

Art. 26 - Artikel 9 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 27 - Artikel 10 desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 10 - Ab dem 1. Juni 2017 darf eine Vereinigung, bei der es sich nicht um ein Tierheim handelt, in Anwendung von Artikel D.49 § 2 Absatz 2 des Gesetzbuches nach den im Rahmen einer mit einem Tierheim geschlossenen Vereinbarung festgelegten Modalitäten über die Kommunikationswege des Tierheims Inserate veröffentlichen, um für ein Tier, das dessen Besitzer unentgeltlich abgeben möchte, eine adoptierende Person zu suchen.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Tierschutz gehört, ist befugt, einen Mindestinhalt für die Vereinbarung vorzusehen."

KAPITEL VIII — *Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2018 zur Festlegung der Liste der Säugetiere, die gehalten werden dürfen*

Art. 28 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2018 zur Festlegung der Liste der Säugetiere, die gehalten werden dürfen, wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"1° Gesetzbuch: das Wallonische Gesetzbuch über den Tierschutz;";

b) Ziffer 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"3° die Dienststelle: die Direktion der Qualität und des Tierschutzes der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;";

c) in Ziffer 4 werden die Wörter "gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 10. August 1998 über die Zulassung von zoologischen Gärten" durch die Wörter "gemäß den Bestimmungen des Gesetzbuches und seiner Ausführungserlasse" ersetzt;";

d) in Ziffer 5 werden die Wörter "gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren" durch die Wörter "gemäß den Bestimmungen des Gesetzbuches und seiner Ausführungserlasse" ersetzt;";

Art. 29 - Artikel 2 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 30 - In Artikel 3 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "3bis § 1 des Gesetzes vom 14. August 1986" durch "D.20 § 1 des Gesetzbuches" ersetzt.

Art. 31 - In Artikel 4 § 1 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "Jede in Artikel 3bis § 2 Ziffer 3 Absatz 1 Buchstabe a) des Gesetzes vom 14. August 1986 erwähnte Privatperson" durch die Wörter "Jede in Artikel D.20 § 2 Absatz 1 Ziffer 2 Buchstabe a) erwähnte spezialisierte Privatperson" ersetzt.

Art. 32 - Artikel 6 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

a) in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter "Jede in Artikel 3bis § 2 Ziffer 3 Absatz 1 Buchstabe b) des Gesetzes vom 14. August 1986 erwähnte Privatperson" durch die Wörter "Jede in Artikel D.20 § 2 Absatz 1 Ziffer 2 Buchstabe a) erwähnte spezialisierte Privatperson" ersetzt;

b) in Paragraph 3 werden die Wörter "Gesetz vom 14. August 1986" durch die Wörter "Gesetzbuch und seine Ausführungserlasse" ersetzt.

Art. 33 - In Artikel 9 desselben Erlasses werden die Wörter "Gesetz vom 14. August 1986" durch die Wörter "Gesetzbuch und seine Ausführungserlasse" ersetzt.

KAPITEL IX — *Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches*

Art. 34 - Artikel R.87 des Buches I des Umweltgesetzbuches, abgeändert durch den Erlass vom 5. Februar 2015, wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 17 wird durch Folgendes ersetzt:

"17° das Wallonische Gesetzbuch über den Tierschutz;";

b) es wird eine Ziffer 18 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"18° die Ausführungserlasse der unter den Ziffern 1 bis 10, 12, 14, 15, 16 und 17 genannten Gesetze und Dekrete, insofern die Angelegenheiten, die durch sie geregelt werden, unter die Zuständigkeit der Region fallen".

Art. 35 - Artikel R.93ter desselben Buches, abgeändert durch den Erlass vom 23. Juni 2016, wird durch Folgendes ersetzt:

"R.93ter°- Die Bediensteten der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, die der Direktion der Qualität und des Tierschutzes der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz angehören, sind mit der Ermittlung und Feststellung der folgenden Verstöße beauftragt:

1° gegen das Gesetz vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere und seine Ausführungserlasse;

2° gegen das Wallonische Gesetzbuch über den Tierschutz und seine Ausführungserlasse;

3° die europäischen Verordnungen und Entscheidungen in Sachen Schutz und Wohlbefinden der Tiere;

4° die Artikel D.396 Ziffer 1 und 2, D.397 und D.398 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft."

KAPITEL X — *Inkrafttreten*

Art. 36 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2019 wirksam.

Art. 37 - Der Minister für Tierschutz wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. Februar 2019.

Für die Regierung,

Der Minister-Präsident,

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung,
öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete,

C. DI ANTONIO

Anhang

Anlage zum Königlichen Erlass vom 1. März 2013
über das Wohlbefinden von Pferden und Ponys auf Kirmessen

Anlage Formular für die Registrierung von Kirmesreitbahnen

Direktion der Qualität und des Tierschutzes
Chaussée de Louvain, 14
5000 Namur

1. Der Verwaltung vorbehaltenes Feld:

Empfangsdatum des vollständigen Formulars:	
Datum und Registernummer:	

2. Name, Anschrift und Telefonnummer des Verantwortlichen für die Reitbahn:

--

3. Name, Anschrift und Telefonnummer des Tierarztes:

--

4. Angaben zur Reitbahn:

Anzahl der am Datum des vorliegenden Formulars gehaltenen Equiden:
In der Wallonie aktive Reitbahn: Ja, seit dem (TT/MM/JJJJ)
Bis zum 31. Dezember 2022 geplante Veranstaltungen / Kirmessen:

4. Eventuelle Anmerkungen:

--

Der Unterzeichnete, Verantwortliche der Kirmesreitbahn, erklärt hiermit, dass die oben angeführten Angaben richtig sind.

Am/...../..... in

Unterschrift des Verantwortlichen:

Dem Registrierungsformular fügt der Antragsteller einen Beleg bei, durch den nachgewiesen wird, dass die Reitbahn bereits vor dem 1. Januar 2019 in der Wallonie in Betrieb war.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Februar 2019 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen zur Ausführung des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Februar 2019.

Für die Regierung,

Der Minister-Präsident,

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung,
öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete,

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/200725]

**7 FEBRUARI 2019. — Besluit van de Waalse Regering houdende
verscheidene maatregelen ter uitvoering van het Waals Dierenwelzijnwetboek**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.140, § 1, en D.149bis, § 2, lid 2, en § 3, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018;

Gelet op het Waals Dierenwelzijnwetboek, inzonderheid op de artikelen D.15, § 1, lid 2, en § 3, D.20, § 2, D.23, lid 2, D.24, leden 1 en 2, 1°, D.30, § 1, lid 1, D.49, § 1, lid 1, 1°, en § 2, lid 2, D.51 en D.98, leden 2 en 3;

Gelet op Boek I van het reglementair deel van het Milieuwetboek;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 maart 2013 betreffende het welzijn van paarden en pony's op kermissen;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 2014 betreffende de identificatie en registratie van honden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 februari 2015 houdende regeling van de samenstelling en van de werking van de "Conseil wallon du bien-être des animaux";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 april 2016 tot bepaling van de modaliteiten voor de administratieve inbeslagneming bedoeld in artikel 42 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de identificatie en de registratie van katten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2017 tot vaststelling van de regels inzake reclame met het oog op de verhandeling van diersoorten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2018 tot vaststelling van de lijst van de zoogdieren die gehouden mogen worden;

Gelet op het rapport van 10 december 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 21 december 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Dierenwelzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

*HOOFDSTUK I. — Wijziging van het koninklijk besluit van 27 april 2007
houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren***Artikel 1.** In artikel 1bis van het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 7° wordt vervangen als volgt:

"7° Dienst: de Directie Kwaliteit en Dierenwelzijn van het Departement Ontwikkeling van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst of al naar gelang de Eenheid Dierenwelzijn van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;"

b) 8° wordt vervangen als volgt:

"8° Wetboek: het Waalse Dierenwelzijnwetboek;"

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 maart 2009 en bij het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, lid 1, worden de woorden "in artikel 5, § 1, van de wet" vervangen door de woorden "in artikel D.28, § 1, van het Wetboek";

2° in paragraaf 5/1 worden de woorden "de inspectiedienst dierenwelzijn" vervangen door de woorden "de Dienst";

3° in paragraaf 6 worden de woorden "de wet" telkens vervangen door de woorden "het Wetboek";

4° in paragraaf 7/2 worden de woorden "voor wat betreft de occasionele fokkerijen" ingevoegd tussen de woorden "de Dienst" en de woorden "een erkenningsnummer toe";

5° in paragraaf 8 worden de woorden "de wet" telkens vervangen door de woorden "het Wetboek";

6° in paragraaf 9 worden de woorden "artikel 34, § 2, van de wet" vervangen door de woorden "in artikel D.140 van Boek 1 van het Milieuwetboek";

7° in paragraaf 9 worden de woorden "voorwaarden gesteld door de wet" vervangen door de woorden "voorwaarden gesteld door het Wetboek".

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden "in artikel 5 van de wet" vervangen door "in artikel D.28 van het Wetboek, uitgezonderd de erkenning voor een pension voor andere dieren dan honden en katten".

HOOFDSTUK II. — Wijziging van het koninklijk besluit van 1 maart 2013 betreffende het welzijn van paarden en pony's op kermissen

Art. 4. In het koninklijk besluit van 1 maart 2013 betreffende het welzijn van paarden en pony's op kermissen wordt een hoofdstuk IV/1 ingevoegd, bevattende een artikel 22/1, luidend als volgt:

« HOOFDSTUK IV/1. — Registratie van de poneycarrousel

Art. 22/1. § 1. Voor zover de inrichting in het Waalse Gewest voor 1 januari 2019 in bedrijf is geweest, kan elke verantwoordelijke zijn poneycarrousel laten registreren.

De registratieaanvraag wordt voor uiterlijk 1 mei 2019 door de verantwoordelijke van de poneycarrousel ingediend bij de Directie Kwaliteit en Dierenwelzijn van het Departement Ontwikkeling van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst middels het behoorlijk ingevuld formulier waarvan het model als bijlage 1 is opgenomen. Het formulier is toegankelijk op de portaalwebsite dierenwelzijn van de Waalse Overheidsdienst.

De aanvraag voegt bij het formulier bedoeld in lid 1 een bewijs dat de poneycarrousel in het Waalse Gewest voor 1 januari 2019 in bedrijf was.

§ 2. Binnen de tien dagen na ontvangst van de registratieaanvraag gaat de Directie bedoeld in paragraaf 1 na of de aanvraag volledig is en licht de aanvrager in voorkomend geval over de ontbrekende gegevens in.

Wanneer het dossier volledig is, geeft de Directie bedoeld in paragraaf 1 kennis aan de verantwoordelijke van de poneycarrousel binnen de dertig dagen kennis van ofwel :

- 1° een registratienummer wanneer dit artikel in acht wordt genomen;
- 2° een gemotiveerde weigering van registratie. "

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een bijlage 1 ingevoegd, dat als bijlage bij dit besluit is gevoegd.

HOOFDSTUK III. — Wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 2014 betreffende de identificatie en registratie van honden

Art. 6. In artikel 31 van het koninklijk besluit van 25 april 2014 betreffende de identificatie en registratie van honden, worden volgende wijzigingen aangebracht:

- a) de woorden "in artikel 9, § 1, van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren" worden vervangen door de woorden "in artikel D.12 van het Waals Dierenwelzijnwetboek";
- b) de woorden "in artikel 9, § 2, van dezelfde wet" worden vervangen door de woorden "in artikel D.12, § 3, van het Wetboek".

Art. 7. In artikel 38 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) in 1°, b), worden de woorden "van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren" vervangen door de woorden "van het Waals Dierenwelzijnwetboek en van Boek I van het Milieuwetboek";
- a) in 2°, b), worden de woorden "van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren" vervangen door de woorden "van het Waals Dierenwelzijnwetboek en van Boek I van het Milieuwetboek".

Art. 8. In artikel 41 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2015, wordt de volzin "Deze bijdragen worden betaald op het moment van de bestelling van de identificatiecertificaten en fiches "Vervanging paspoort" en komen ten laste van de eigenaar of de verantwoordelijke van de hond." opgeheven.

Art. 9. In artikel 42/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2015, wordt lid 2 vervangen als volgt:

« De Minister stelt het bedrag van de forfaitaire bijdragen, bedoeld in artikel 41, vast en bepaalt de nadere toepassings- en inningsregels voor de bijdragen ter bestrijding van het achterlaten, bedoeld in artikel D.15, § 2, van het Waals Dierenwelzijnwetboek.".

HOOFDSTUK IV. — Wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 26 februari 2015 houdende regeling van de samenstelling en van de werking van de "Conseil wallon du bien-être des animaux"

Art. 10. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 26 februari 2015 houdende regeling van de samenstelling en van de werking van de "Conseil wallon du bien-être des animaux", wordt 3° vervangen als volgt:

"3° Dienst: de Directie Kwaliteit en Dierenwelzijn van het Departement Ontwikkeling van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst. "

Art. 11. Artikel 5, § 3, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

"De Dienst neemt het secretariaat van de Raad waar."

HOOFDSTUK V. — Wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 april 2016 tot bepaling van de modaliteiten voor de administratieve inbeslagneming bedoeld in artikel 42 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren

Art. 12. Het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 14 april 2016 tot bepaling van de modaliteiten voor de administratieve inbeslagneming bedoeld in artikel 42 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Besluit van de Waalse Regering betreffende de administratieve inbeslagneming van dieren".

Art. 13. In artikel 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) in 1° worden de woorden " op basis van artikel 42 van de wet van 14 augustus 1986" vervangen door de woorden " op basis van artikel D.149bis van het Milieuwetboek";
- b) punt 2° wordt opgeheven;
- c) onder 3° worden de woorden "bedoeld in artikel 42, § 1, van de wet" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel D.149bis van het Milieuwetboek".

Art. 14. In artikel 6/1, lid 2, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2018, worden de woorden "in artikel 42, § 5, van de wet bedoelde" vervangen door de woorden "in artikel D.149bis, § 5, van het Milieuwetboek bedoelde".

Art. 15. In artikel 6/2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "bedoeld in artikel 42, § 2, van de wet" worden telkenmale vervangen door de woorden "bedoeld in artikel D.149bis, § 2, van het Milieuwetboek";

2° er wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 3. Bij gebrek aan beslissing bedoeld in paragraaf 2 moet de Regering of de burgemeester de verantwoordelijke voor het dier in kennis stellen van de opheffing van de inbeslagname en de mogelijkheid om het dier in bezit te nemen waar het ondergebracht wordt.

Behoudens andersluidend bewijs wordt de kennisgeving vermoed gedaan te zijn na afloop van een termijn van 5 dagen te rekenen van de datum van automatische opheffing van de inbeslagname bedoeld in artikel 149bis, § 5, van het Milieuwetboek."

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de identificatie en de registratie van katten*

Art. 16. In artikel 17, § 1, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering betreffende de identificatie en de registratie van katten worden de woorden "in artikel 9, § 2, eerste lid, van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren" vervangen door de woorden "in artikel D.12, § 3, van het Waals Dierenwelzijnwetboek".

Art. 17. In artikel 19, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit, worden de woorden "van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren" vervangen door de woorden "van het Waals Dierenwelzijnwetboek".

Art. 18. Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 22. De Minister bepaalt het bedrag van de forfaitaire bijdragen ter financiering van het beheer van de databank en bepaalt de modaliteiten voor de toepassing en de inning van de bijdrage voor de bestrijding van achterlatingen, bedoeld in artikel D.15, § 2, van het Waals Dierenwelzijnwetboek."

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van het Besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2017 tot vaststelling van de regels inzake reclame met het oog op de verhandeling van diersoorten*

Art. 19. In het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2017 tot vaststelling van de regels inzake reclame met het oog op de verhandeling van diersoorten, worden de woorden "de verhandeling" vervangen door de woorden "de verhandeling of de schenking".

Art. 20. In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 1° wordt vervangen als volgt:

"1° de Dienst: de Directie Kwaliteit en Dierenwelzijn van het Departement Ontwikkeling, Landelijke Angelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst";

b) punt 2° wordt vervangen als volgt:

"2° het Wetboek : het Waalse Dierenwelzijnwetboek"

c) punt 6° wordt opgeheven.

Art. 21. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden ", gepubliceerd op de gespecialiseerde website of in een vaktijdschrift," opgeheven;

2° de woorden "de commercialisering" worden telkens vervangen door de woorden "de commercialisering of de schenking".

Art. 22. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, worden de woorden "artikel 11bis, § 1, 1°, van de wet van 14 augustus 1986" vervangen door de woorden "artikel D.49, § 1, 1°, van het Wetboek";

b) in het tweede lid, 4° worden de woorden "van de wet van 14 augustus 1986" vervangen door de woorden "van het Wetboek";

c) in het derde lid, 1°, worden de woorden "een type publicatie, zoals bestaand of overwogen" vervangen door de woorden "een type reclame, zoals overwogen";

d) in het derde lid, 2° worden de woorden "van de wet van 14 augustus 1986" vervangen door de woorden "van het Wetboek";

Art. 23. In artikel 4, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "in de wet van 14 augustus 1986" vervangen door de woorden "in het Wetboek".

Art. 24. In artikel 5, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "de wet van 14 augustus 1986" vervangen door de woorden "het Wetboek".

Art. 25. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° in lid 2 wordt de zin "In de advertenties gepubliceerd in het vaktijdschrift of op de gespecialiseerde website wordt volgende tekst opgenomen" vervangen door de zin "In de toegelaten advertenties wordt volgende tekst opgenomen";

2° in het tweede lid, worden de woorden "de commercialisering beoogt van dieren die voor productiedoeleinden zijn bestemd" vervangen door de woorden "de commercialisering beoogt van dieren die voor landbouwproductiedoeleinden zijn bestemd".

Art. 26. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 27. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 10. Vanaf 1 juni 2017 wordt, overeenkomstig artikel D.49, § 2, tweede lid, van het Wetboek, een andere vereniging dan een dierenasiel gemachtigd om volgens de nadere regels vastgelegd in een overeenkomst gesloten met een dierenasiel via de communicatiemiddelen van dat asiel advertenties te publiceren met het oog op het vinden van een adopteerder voor een dier waarvan de eigenaar kosteloos afstand wenst te doen.

De Minister bevoegd voor het welzijn van de dieren kan een minimuminhoud voorzien voor de overeenkomst."

HOOFDSTUK VIII. — *Wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2018 tot vaststelling van de lijst van de zoogdieren die gehouden mogen worden*

Art. 28. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2018 tot vaststelling van de lijst van de zoogdieren die gehouden mogen worden, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 1° wordt vervangen als volgt:

"1° het Wetboek : het Waalse Dierenwelzijnwetboek;"

b) punt 3° wordt vervangen als volgt:

"3° de Dienst : de Directie Kwaliteit en Dierenwelzijn van het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;"

c) in punt 4°, worden de woorden "overeenkomstig het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 betreffende de erkenning van dierentuinen" vervangen door de woorden "overeenkomstig het Wetboek en zijn uitvoeringsbesluiten;"

d) in punt 5° worden de woorden "overeenkomstig het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren." vervangen door de woorden "overeenkomstig het Wetboek en zijn uitvoeringsbesluiten

Art. 29. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 30. In artikel 3, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "3bis, § 1, van de wet van 14 augustus 1986" vervangen door de woorden "D.20, § 1, van het Wetboek".

Art. 31. In artikel 4, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "Ieder particulier zoals bedoeld in artikel 3bis, § 2, 3°, lid 1, a), van de wet van 14 augustus 1986" vervangen door "Elke gespecialiseerde particulier bedoeld in artikel D.20, § 2, eerste lid, 2°, a), van het Wetboek".

Art. 32. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "Ieder particulier zoals bedoeld in artikel 3bis, § 2, 3°, lid 1, b), van de wet van 14 augustus 1986" vervangen door "Elke gespecialiseerde particulier bedoeld in artikel D.20, § 2, eerste lid, 2°, a), van het Wetboek;

b) in paragraaf 3 worden de woorden "van de wet van 14 augustus 1986" vervangen door de woorden "van het Wetboek en zijn uitvoeringsbesluiten".

Art. 33. In artikel 9 van hetzelfde besluit, worden de woorden "van de wet van 14 augustus 1986" vervangen door de woorden "van het Wetboek en zijn uitvoeringsbesluiten".

HOOFDSTUK IX. — *Wijzigingen in Boek I van het Milieuwetboek - reglementair deel*

Art. 34. In artikel R.87 van Boek I van het Milieuwetboek, gewijzigd bij het besluit van 5 februari 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 17° wordt vervangen als volgt:

"17° het Waalse Dierenwelzijnwetboek;"

b) er wordt een punt 18° ingevoegd, luidend als volgt:

18° de besluiten tot uitvoering van de wetten en decreten bedoeld in 1° tot 10°, 12°, 14°, 15°, 16° en 17°, voor zover de materies waarop ze betrekking hebben onder de bevoegdheid van het Gewest vallen".

Art. 35. In hetzelfde Boek, wordt artikel R.93ter, gewijzigd bij het besluit van 23 juni 2016, vervangen als volgt :

"R.93ter. De personeelsleden van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu die onder de Directie Kwaliteit en Dierenwelzijn van het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn ressorteren, worden belast met de opsporing en de vaststelling van overtredingen:

1° van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, en de uitvoeringsbesluiten ervan;

2° van het Waalse Dierenwelzijnwetboek, en de uitvoeringsbesluiten ervan;

3° van de Europese verordeningen en beschikkingen inzake de bescherming en het welzijn der dieren;

4° van de artikelen D.396, 1° en 2°, D.397 en D.398 van het Waalse Landbouwwetboek."

HOOFDSTUK X. — *Inwerkingtreding*

Art. 36. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2019.

Art. 37. De Minister van Dierenwelzijn is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 februari 2019.

Voor de Regering,

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang,

Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

Bijlage

Bijlage bij het koninklijk besluit van 1 maart 2013
betreffende het welzijn van paarden en pony's op kermissen

Bijlage. Registratieformulier van de ponycarroussel

Directie Kwaliteit en Dierenwelzijn
Chaussée de Louvain, 14
5000 Namur

1. Vak voorbehouden voor de Administratie:

Volledig formulier ontvangen op:	
Datum en registratienummer:	

2. Naam, adres en telefoonnummer van de verantwoordelijke van de ponycarroussel:

--

3. Naam, adres en telefoonnummer van de dierenarts:

--

4. Informatie betreffende de ponycarroussel:

Aantal gehouden paardachtigen op de datum van dit formulier:
Ponycarroussel actief in Wallonië: Ja, sinds (dd/mm/jjj)
Geprogrammeerde of geplande beurzen/feesten uiterlijk op 31 december 2022:

5. Eventuele commentaar:

--

Ondergetekende, verantwoordelijke van de ponycarroussel, verklaart dat de hierbovenvermelde gegevens correct zijn.

Op/...../..... te

Ondertekening van de verantwoordelijke:

De aanvrager voegt bij zijn registratieformulier een bewijs dat de ponycarroussel actief was in het Waalse Gewest vóór 1 januari 2019.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 7 februari 2019 houdende verscheidene maatregelen ter uitvoering van het Waals Dierenwelzijnwetboek.

Namen, 7 februari 2019.

Voor de Regering,
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang,
Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO